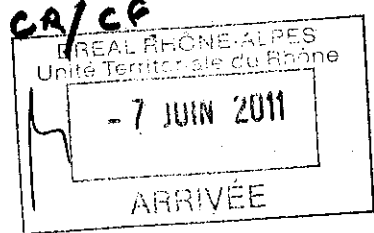




PREFET DU RHONE



Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 7 JUIN 2011

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

**BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Véronique VOLAY  
☎ : 04 72 61 67.90  
Fax : 04 72 61 64 26  
✉ : veronique.volay@rhone.gouv.fr

à

Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale du  
Rhône de la DREAL Rhône-Alpes

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p><b><u>OBJET</u></b> : Installations classées.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Copie de l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la société SANOFI CHIMIE - 31-33, quai Armand Barbès à NEUVILLE-SUR-SAONE.</li></ul>	1	<p>Transmise pour exécution comme suite à votre proposition du 11 mai 2011.</p> <p>Pour le directeur départemental, Le chef de service,</p> <p>Jacqueline LARGE</p>



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 21 JUIN 2011

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique VOLAY

Tél : 04 72 61 67 90

Fax : 04 72 61 64 26

E-mail : veronique.volay@rhone.gouv.fr

**ARRETE  
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 514-2 ;

VU la circulaire du 10 mai 1983 relative aux établissements nécessitant une régularisation administrative ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1983 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société SANOFI CHIMIE dans son établissement situé 31-33, quai Armand Barbès à NEUVILLE-SUR-SAONE ;

VU la demande, en date du 19 février 2010, de la société SANOFI CHIMIE, déposée le 23 février 2010, en vue d'être autorisée à exploiter une installation nouvelle de synthèse pharmaceutique l'Eprinomectine, dans le bâtiment de production n° 2491, sur le site susvisé ;

VU le rapport, en date du 23 décembre 2010, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, relatif à la complétude et à la régularité du dossier présenté par l'exploitant ;

VU le rapport complémentaire, en date du 11 mai 2011, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

... / ...

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, effectuée le 11 mai 2011, a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société SANOFI CHIMIE exploite, dans l'atelier n° 2491 de son établissement situé 31-33, quai Armand Barbès à NEUVILLE-SUR-SAONE, deux réacteurs de synthèse chimique, n°s 35 et 36, installations soumises à autorisation au titre des rubriques n°s 1111-1-b, 1111-2-b, 1130-2, 1171-1, 1432-2- et 1433-B-a de la nomenclature des installations classées et que la production de lots commerciaux d'Eprinomectine a déjà commencé ;

CONSIDERANT que cette activité, qui n'a pas fait l'objet de l'autorisation préfectorale requise, est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, en outre, que l'examen du dossier de demande d'autorisation susvisé a révélé des manquements et des insuffisances tant en matière d'impact chronique que d'étude des risques accidentels ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que l'un des scénarios d'accident potentiel, sinon possible d'explosion, au sein de l'atelier n° 2491, pourrait conduire à la destruction au moins partielle de la centrale de froid à l'ammoniac n° 3220 située à proximité ;

CONSIDERANT que la société SANOFI CHIMIE s'était précédemment engagée à faire élever un mur résistant aux effets mécaniques d'une explosion afin de protéger la centrale des agressions et de toute atteinte grave des installations voisines et, ainsi, d'éviter une fuite massive sinon majeure d'ammoniac dans l'atmosphère avec des effets toxiques sur l'homme jusqu'à 600 m, susceptibles d'atteindre une part importante de l'agglomération de NEUVILLE-SUR-SAONE, dont différentes écoles ;

CONSIDERANT que cette construction n'a pas été réalisée en 2010 et qu'elle est une condition indispensable au maintien du niveau de sécurité dans une partie importante et sensible de l'environnement de l'établissement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il complète son dossier de demande d'autorisation en vue de régulariser la situation administrative de son activité de production de la nouvelle synthèse Eprinomectine ;

CONSIDERANT, de plus, que compte tenu des risques présentés pour l'environnement et la santé publique par ces activités, il convient, dans l'attente de l'aboutissement de la régularisation administrative de l'activité de production de la nouvelle synthèse Eprinomectine, et sans préjuger de ses conclusions, d'imposer à l'exploiter de procéder aux travaux de construction du mur de protection précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

En vue de régulariser la situation administrative de l'activité d'emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques solides, liquides et de leur fabrication industrielle qu'elle exerce 31-33, quai Armand Barbès à NEUVILLE-SUR-SAONE, la société SANOFI CHIMIE est mise en demeure de compléter, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de demande d'autorisation déposé en février 2010, conformément aux dispositions de l'article R. 512-11 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2**

Dans l'attente de la régularisation prescrite à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'exploitant devra, afin de protéger la centrale de production de froid à l'ammoniac n° 3220 d'éventuels effets de souffle issus de l'atelier n° 2491, faire construire un mur résistant à une onde de surpression de 200 mbar, conformément au dossier de demande d'autorisation, déposé le 19 février 2010, par la société SANOFI CHIMIE en vue d'exploiter la synthèse de l'Eprinomectine et à l'engagement de ladite société, dans son courrier en date du 12 octobre 2009, transmettant son mémoire en réponse à la tierce expertise de l'étude des dangers relative aux centrales frigorifiques à l'ammoniac de son établissement de NEUVILLE-SUR-SAONE.

Le mur de protection, visé à l'alinéa ci-dessus, sera réalisé, dans le délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

A défaut, toute synthèse dans l'atelier n° 2491, visant la production de l'Eprinomectine, sera suspendue jusqu'à l'achèvement de ce mur de protection.

### **ARTICLE 3**

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours (articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement) :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

## ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de NEUVILLE-SUR-SAONE,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 1 JUIN 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER